

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 MAI 1921.

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION

XXVIII

Revision de l'article 95, alinéa 1^{er}, de la Constitution (1).

COUR DE CASSATION

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR **M. MECHÉLYNCK.**

MESSIEURS,

1. L'article 95 de la Constitution, dont l'alinéa 1^{er} est soumis à revision, est relatif à la Cour de cassation; il est ainsi conçu :

- « Il y a pour toute la Belgique une Cour de cassation.
» Cette Cour ne connaît pas du fond des affaires, sauf le jugement des
» Ministres. »
-

(1) *Doc. parl.*, Chambre (session de 1919-1920) :

Déclarations du Pouvoir législatif (*Moniteur* du 23 octobre 1919, n° 296) et *Règlement de procédure*, n° 47^I.

Rapport de M. Neujean concernant l'article 39, n° 287^{III}.

Rapport de M. Troclet concernant l'article 47, n° 288^{IV}.

Rapport de M. Carton de Wiart concernant l'article 48, n° 289^V.

Rapport de M. Poncelet concernant l'article 49, n° 290^{VI}.

Rapport de M. Troclet concernant l'article 50, n° 291^{VII}.

Rapport de M. Neujean concernant l'article 51, n° 292^{VIII}.

Rapport de M. Neujean, Poncelet et Troclet concernant l'article 52, n° 293^{IX}.

Amendement à l'article 52, n° 358^X.

Amendement à l'article 47, n° 364^{XI}.

Rapport complémentaire de M. Troclet concernant l'article 52, n° 379^{XII}.

Rapport complémentaire de M. Poncelet concernant l'article 49, n° 380^{XIII}.

Premier rapport complémentaire de M. Troclet concernant l'article 47, n° 427^{XIV}.

Deuxième rapport complémentaire de M. Troclet concernant l'article 47, n° 483^{XV}.

(Voir suite des notes page 2.)

La revision de l'article 95, alinéa 1^{er}, a été prévue pour permettre d'étendre la compétence de la Cour de cassation à la Colonie ⁽³⁾.

Cette proposition n'a rencontré aucune opposition ni dans les Sections ni en Section centrale ⁽⁴⁾; elle a été votée sans débat par la Chambre et par le Sénat ⁽⁵⁾.

2. La juridiction de cassation quant aux décisions rendues par les organismes judiciaires de la Colonie est attribuée aujourd'hui au Conseil supérieur institué par décret du 16 avril 1889 du Roi-Souverain.

Aux termes de ce décret, le Conseil supérieur est à la fois :

Cour de cassation. — Il connaît, comme tel, des pourvois dirigés contre les jugements rendus en dernier ressort en matière civile et commerciale et des prises à partie (art. 2).

Par une décision du 10 février 1921, le Conseil supérieur s'est déclaré compétent en matière pénale ⁽⁶⁾.

Cour d'appel. — Il connaît en matière civile et commerciale, lorsque la valeur du litige dépasse 25,000 francs, de l'appel des jugements rendus sur premier appel par le tribunal de Boma (art. 3).

Conseil d'État. — Ses membres donnent leur avis sur les questions dont le Souverain les saisit (art. 6).

3. L'organisation du Conseil supérieur et sa compétence judiciaire ont donné lieu à un échange d'observations à la Chambre, au moment de la reprise du Congo, au cours de la discussion de la loi coloniale ⁽⁷⁾.

Doc. parl., Sénat : n° 128, 129, 130, 132, 137, 143, 199, 200 et 229 de la session de 1919-1920.

Moniteur Belge : 3 décembre 1920, sanction des articles 48, 50 et 52 (15 novembre 1920).

Moniteur Belge : 10 février 1921, sanction de l'article 47 et de la disposition transitoire s'y rapportant (7 février 1921).

Doc. parl., Chambre (session de 1920-1921).

Rapport de M. Masson concernant les articles 26, 27 alinéa 2, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} et 57, n° 94^{xvi}.

Amendements à l'article 26, n° 105^{xvii}.

Amendements à l'article 53, n° 135^{xviii} et 149^{xix}.

Disposition transitoire annexée à l'article 53, n° 155^{xx}.

Rapport de M. Masson concernant la disposition transitoire à l'article 53, n° 160^{xxi}.

Rapport de M. Max concernant l'article 108, alinéa 2, n° 2°, n° 206^{xxii}.

Amendement du Gouvernement à l'article 108, alinéa 2, 2°, n° 242^{xxiv}.

Rapport de M. Huysmans concernant le referendum (art. 26), n° 207^{xxiii}.

Proposition de M. Troclet (consultation populaire), n° 243^{xxv}.

Amendement de M. Van Remoortel à la proposition de M. Troclet, n° 245^{xxvi}.

Rapport de M. Bergerem concernant les Cours d'appel (art. 104), n° 248^{xxvii}.

(2) Composition de la Commission, n° 50ⁱⁱ de la session 1919-1920.

(3) Exposé des motifs, session de 1918-1919, doc. n° 329, p. 4.

(4) Rapport de la Section centrale, doc. n° 424, p. 10.

(5) *Ann. parl., Chambre*, p. 1955; *Sénat*, p. 859.

(6) *Journal trib.*, 1921, col. 115.

(7) Séance du 12 août 1908; *Ann. Parl.*, session extraordinaire de 1908, p. 653.

Après l'adoption des articles 24 et 25 de la loi coloniale, qui instituent le Conseil colonial et lui attribuent les fonctions de Conseil d'État, la Chambre fut saisie d'un amendement en vue de supprimer le Conseil supérieur :

« Le Conseil supérieur est dissous, disait l'amendement. Ses fonctions judiciaires seront exercées à dater de la promulgation de la présente loi et jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu par la loi ou par décret, pour la juridiction de cassation, par la Cour de cassation de la Métropole; pour la juridiction d'appel, par la Chambre de la Cour d'appel de Bruxelles, désignée à cette fin par le premier président de cette Cour. »

L'amendement fut retiré après une déclaration du Gouvernement. Il fut entendu que les attributions consultatives du Conseil supérieur disparaissaient et qu'elles seraient exercées à l'avenir par le Conseil colonial; quant à ses attributions judiciaires, elles lui seraient conservées provisoirement, jusqu'au moment où il serait possible de procéder à une réorganisation générale des institutions judiciaires de la Colonie (1).

4. La suppression du Conseil supérieur (2) fut réclamée depuis lors à diverses reprises dans les travaux spéciaux sur l'organisation coloniale (3).

(1) Chambre des Représentants, séance du 14 août 1908; session extraordinaire de 1908, *Ann. parl.*, p. 717.

(2) Le Conseil supérieur se compose :

D'un président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire, de quinze conseillers, de dix auditeurs et d'un greffier.

Il a été saisi depuis la reprise de la Colonie, d'après une note remise à la Commission par M. le Ministre des Colonies, de douze affaires comme Cour d'appel, de six comme Cour de cassation; voici la répartition de ces affaires par années :

Cour d'appel.		Cour de cassation.	
1910	néant (a).	1910	néant (a).
1911	néant (a).	1911	néant (a).
1912	2	1912	néant.
1913	4	1913	néant.
1919	4	1919	4
1920	2	1920	2

(a) Les séances tenues en 1910 et 1911 l'ont été pour l'examen d'affaires inscrites avant 1910.

Les dépenses résultant de cet organisme se sont élevées, en 1920, à 4,000 francs. Elles comprennent :

- 1° Frais de déplacement des membres résidant en dehors de l'agglomération bruxelloise;
- 2° Indemnité du greffier, de l'huissier audiencier, du concierge de la Cour de cassation belge;
- 3° Fournitures de bureau;
- 4° Frais de justice (matières pénales).

(3) Groupe d'Études coloniales de l'Institut Solvay : *La réorganisation de la justice répressive au Congo*, 1911. ; *Pour la suppression du Conseil supérieur du Congo (Journal des trib.)*, 1913, col. 473.

En 1903, le rapport fait au Sénat par M. Speyer, sur la modification de l'article 30 de la loi coloniale, exprima le vœu de voir attribuer à la Cour de cassation de Belgique tous les pouvoirs juridictionnels d'un tribunal colonial supérieur ⁽¹⁾.

Au cours de la discussion de ce projet de loi, le Ministre des Colonies reconnut la nécessité de réorganiser la juridiction supérieure de la Colonie ; il ajouta « qu'il avait l'intention de réaliser sous peu cette réforme ⁽²⁾ ».

6. L'attribution à la Cour de cassation des pourvois contre les décisions des juridictions coloniales se présente aux délibérations de votre Commission sous deux formes :

La Cour de cassation exercera-t-elle nécessairement cette juridiction, en vertu d'une prescription impérative de la Constitution, comme elle l'exerce pour les Cours et tribunaux de Belgique ?

Le texte de l'article 93 pourrait être dans ce cas modifié en ces termes :

« Il y a pour toute la Belgique et pour la Colonie une Cour de cassation. »

Faut-il au contraire se borner à permettre cette attribution sans l'imposer d'une manière absolue ?

M. le Ministre des Colonies a communiqué à votre Commission le texte suivant :

« La loi peut lui déférer la connaissance des affaires jugées par les Cours et » tribunaux du Congo belge et des possessions coloniales de la Belgique. »

Il a fait observer à l'appui de cette proposition qu'il fallait conserver au pouvoir législatif ordinaire le droit d'établir une juridiction de cassation en Afrique même, si le développement de la Colonie et de ses institutions judiciaires le rendait nécessaire.

Cette considération amène votre Commission à vous proposer le rejet du texte impératif attribuant, d'une manière absolue, juridiction à la Cour de cassation de la Métropole.

7. Votre Commission estime, d'autre part, qu'une revision de l'article 93 n'est pas nécessaire pour que le pouvoir législatif fasse cette attribution s'il le juge opportun.

L'objection d'inconstitutionnalité n'a jamais été soulevée lorsque le transfert à la Cour de cassation de la juridiction de cassation, exercée aujourd'hui par le Conseil supérieur, a été discuté ; elle ne se rencontre ni dans les débats à la Chambre et au Sénat, ni dans les études signalées plus haut.

La Cour de cassation est instituée principalement pour conserver à la jurisprudence l'uniformité que réclame l'intérêt général et qui est reconnue dans tous les pays où l'administration de la justice est organisée d'une manière rationnelle.

(1) Sénat, session de 1912-1913, doc. n° 60.

(2) Sénat, session de 1912-1913, *Ann. parl.*, p. 313.

Une telle Cour doit nécessairement être unique ; il y aura une Cour de cassation et non deux ou plusieurs ; tel est le seul objet de l'article 95 ⁽¹⁾.

L'article 95, dont la signification est ainsi précisée, permet à la loi d'attribuer à la Cour de cassation la connaissance des pourvois contre les décisions rendues par les tribunaux organisés pour la Colonie ; cette Cour aurait même dû en connaître dès le moment de la reprise de la Colonie, si la Constitution elle-même, par son article 1^{er}, alinéa 4, ne prescrivait pas que « les Colonies, possessions d'outre-mer ou protectorats de la Belgique sont régis par des lois particulières ». Sans l'article 1^{er}, alinéa 4, automatiquement, par le fait même de la reprise, la juridiction de cassation du Conseil supérieur disparaissait pour passer à la Cour de cassation de la Métropole.

Votre Commission vous propose en conséquence de ne pas modifier l'article 95, alinéa 1^{er}, dont la revision a été proposée.

Le Rapporteur,
A. MECHELYNCK.

Le Président,
E. BRUNET.

(1) Cette interprétation de l'article 95, alinéa 1^{er}, peut être rapprochée de celle donnée à l'alinéa 2 du même article. D'après son texte, la Cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires, sauf le jugement des Ministres. Malgré ces termes absolus, elle juge le fond en vertu de dispositions diverses.

La loi du 4 août 1832 lui a maintenu, par son article 18, les prises à partie que lui attribuaient les articles 503 et suivants du Code de procédure civile ; la loi du 20 mai 1845 la charge de statuer en cas de mise à la retraite de magistrats ; elle connaît des délits commis par certains magistrats d'après les articles 481 et suivants du Code d'instruction criminelle et des délits d'audience d'après les articles 503 et 504 du Code de procédure civile.

La constitutionnalité de ces dispositions n'a jamais été contestée. (Voir BELTJENS, *Encycl. La Constitution*, art. 95, n° 3.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 MEI 1921.

COMMISSIE VOOR DE HERZIENING DER GRONDWET ⁽¹⁾.

XXVIII

Herziening van artikel 95, 1^{ste} lid, der Grondwet.

VERBREKINGSHOF

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MECHIELYNCK.

MIJNE HEEREN,

1. Artikel 95 der Grondwet, waarvan het eerste lid aan herziening is onderworpen, betreft het Verbrekingshof; het luidt:

« Er is voor geheel België één Verbrekingshof.

⁽¹⁾ Gedrukte stukken van de Kamer (zittingsjaar 1919-1920):

Verklaringen van de Wetgevende Macht (*Staatsblad*, 23 October 1919, n^o 296) en

Na te komen regelen tot herziening, n^o 41^l.

Verslag van den heer Neujean over artikel 39, n^o 287^{III}.

Verslag van den heer Troclet over artikel 47, n^o 288^{IV}.

Verslag van den heer Carton de Wiart over artikel 48, n^o 289^V.

Verslag van den heer Poncelet over artikel 49, n^o 290^{VI}.

Verslag van den heer Troclet over artikel 50, n^o 291^{VII}.

Verslag van den heer Neujean over artikel 51, n^o 292^{XIII}.

Verslag van de heeren Neujean, Poncelet en Troclet over artikel 52, n^o 293^{IX}.

Amendement op artikel 52, n^o 358^X.

Amendement op artikel 47, n^o 364^{XI}.

Aanvullend verslag van den heer Troclet over artikel 52, n^o 379^{XII}.

Aanvullend verslag van den heer Poncelet over artikel 49, n^o 380^{XIII}.

Eerste aanvullend verslag van den heer Troclet over artikel 47, n^o 427^{XIV}.

Tweede aanvullend verslag van den heer Troclet over artikel 47, n^o 453^{XV}.

(Zie vervolg der notas bladzijde 2.)

» Dit Hof neemt geen kennis van den grond der zaken, behalve het vonnissen van de Ministers. »

De herziening van artikel 95, eerste lid, werd voorzien om het Verbrekingshof ook voor de Kolonie bevoegd te kunnen verklaren ⁽³⁾.

Dit voorstel werd bestreden noch in de Afdelingen, noch in de Middenafdeeling ⁽⁴⁾; het werd door Kamer en Senaat zonder bespreking aangenomen ⁽⁵⁾.

2. De bevoegdheid tot verbreking, wat aangaat de beslissingen gegeven door de rechterlijke instellingen van de Kolonie, is thans toegekend aan den Hoogen Raad ingesteld bij decreet van den Koning-Souverein, dd. 16 April 1889.

Naar luid van dit decreet, is de Hooge Raad tegelijkertijd :

Verbrekingshof. — Als zoodanig neemt hij kennis van elke voorziening tegen de vonnissen, in hoogsten aanleg gewezen in burgerlijke en handelszaken, alsmede tegen elk verhaal op den rechter (art. 2).

Bij beslissing van 10 Februari 1921 heeft de Hooge Raad zich bevoegd verklaard in strafzaken ⁽⁶⁾.

Hof van Beroep. — In burgerlijke en handelszaken neemt hij, wanneer het bedrag van het geschil 25,000 frank overschrijdt, kennis van het beroep ingesteld tegen de vonnissen, op eerste beroep gewezen door de rechtbank te Boma (art. 3).

Raad van State. — Zijne leden brengen hun advies uit over de zaken, welke de Souverein hun voorlegt (art. 6).

3. De inrichting van den Hoogen Raad en zijne rechterlijke bevoegdheid

Gedrukte stukken van den Senaat : n° 128, 129, 130, 132, 137, 143, 199, 200, 229 van het zittingsjaar 1919-1920, n° 130 van het zittingsjaar 1920-1921.

Belgisch Staatsblad : 3 December 1920, bekrachtiging der artikelen 48, 50 en 52 (15 November 1920).

Belgisch Staatsblad : 10 Februari 1921, bekrachtiging van artikel 47 en van de desbetreffende overgangsbepaling (7 Februari 1921).

Gedrukte stukken van de Kamer (zittingsjaar 1920-1921) :

Verslag van den heer Masson over de artikelen 26, 27, lid. 2, 53, 54, 55, 56, 56bis en 57, n° 94^{xvi}.

Amendementen op artikel 26, n° 105^{xvii}.

Amendementen op artikel 53, n° 138^{xviii} en 149^{xix}.

Overgangsbepaling gevoegd bij artikel 53, n° 155^{xx}.

Verslag van den heer Masson over de overgangsbepaling bij artikel 53, n° 160^{xxi}.

Verslag van den heer Max over artikel 108, lid 2, n° 2, n° 206^{xxii}.

Amendement van de Regeering op artikel 108, lid 2, 2°, n° 242^{xxiv}.

Verslag van den heer Huysmans over het referendum (art. 26), n° 207^{xxiii}.

Voorstel van den heer Troclet (Volksraadpleging), n° 243^{xxv}.

Amendement van den heer Van Remoortel op het voorstel-Troclet, n° 245^{xxvi}.

Verslag van den heer Begerem over de Hoven van Beroep (art. 104), n° 248^{xxvii}.

(2) Samenstelling van de Commissie, n° 50ⁱⁱ van het zittingsjaar 1919-1920.

(3) Memorie van Toelichting, zittingsjaar 1918-1919, stuk n° 329, bl. 4.

(4) Verslag der Middenafdeeling, stuk n° 424, bl. 10.

(5) *Handel.*, Kamer, bl. 1955; Senaat, bl. 859.

(6) *Journal Trib.*, 1921, kol. 115.

hebben in de Kamer, bij het overnemen van Congo, in den loop van de behandeling der koloniale wet, aanleiding gegeven tot enkele aanmerkingen ⁽¹⁾.

Na de aanneming van de artikelen 24 en 25 der koloniale wet, waarbij de Koloniale Raad wordt opgericht en als Raad van State aangesteld, werd aan de Kamer een amendement voorgelegd, strekkende tot het afschaffen van den Hoogen Raad :

« De Hooge Raad wordt ontbonden — zoo luidde het amendement. Zijne » rechterlijke ambtsbevoegdheden worden, vanaf den datum der afkondiging van » deze wet en totdat daarin voorzien zij door de wet of bij decreet, opgedragen, » voor de rechtsmacht tot verbreking, aan het Verbrekingshof van het Moeder- » land; voor de rechtsmacht in beroep, aan de Kamer van het Hof van Beroep » te Brussel, daartoe aangewezen door den eersten voorzitter van dit Hof. » -

Het amendement werd na eene verklaring van de Regeering ingetrokken. Er werd bepaald dat de bevoegdheden van den Hoogen Raad als raadgevend lichaam vervielen en dat zij voortaan aan den Kolonialen Raad zouden opgedragen worden; wat betreft zijne bevoegdheden als rechterlijk lichaam, hij zou die voorloopig behouden, totdat het mogelijk zou zijn, tot eene geheele herinrichting van de rechterlijke instellingen der Kolonie over te gaan ⁽²⁾.

4. De afschaffing van den Hoogen Raad ⁽³⁾ werd sedertdien herhaaldelijk

(1) Vergadering van 12 Augustus 1908, *Handelingen*, buitengewone zitting van 1908, bl. 633.

(2) Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergadering van 14 Augustus 1908; buitengewone zitting van 1908, *Handel.*, bl. 717.

(3) De Hooge Raad is samengesteld uit :

Een voorzitter, twee ondervoorzitters, een secretaris, vijftien raadsleden, tien auditeurs en een griffier.

Volgens eene nota, door den Minister van Koloniën overhandigd aan de Commissie, nam hij, sedert de overneming van de Kolonie, kennis van twaalf zaken als Hof van beroep, van zes als Verbrekingshof; die zaken worden per jaar ingedeeld als volgt :

Hof van Beroep.		Verbrekingshof.	
1910	geene (a).	1910	geene (a).
1911	geene (a).	1911	geene (a).
1912	2	1912	geene
1913	4	1913	geene
1919	4	1919	4
1920	2	1920	2

(a) De vergaderingen in 1910 en 1911 werden gehouden voor het onderzoek van zaken, vóór 1910 ingeschreven.

De uitgaven uit hoofde van die instelling bedroegen 4,000 frank in 1920, Daarin zijn begrepen :

- 1° Reiskosten der leden die buiten de Brusselsche agglomeratie verblijven;
- 2° Vergoeding voor den griffier, den deurwaarder ter rolle, den huisbewaarder van het Belgisch Verbrekingshof;
- 3° Kantoorbehoeften;
- 4° Gerechtskosten (strafzaken).

aangevraagd in de bijzondere werken over de inrichting der Kolonie (1).

In 1903 drukte het verslag, door den heer Speyer in den Senaat uitgebracht over de wijziging van artikel 30 der Koloniale wet, den wensch uit, dat al de rechterlijke bevoegdheden van eene hooge koloniale rechtbank aan het Belgisch Verbrekingshof zouden toegekend worden (2).

Bij de behandeling van dit wetsontwerp erkende de Minister van Koloniën dat het noodig was de hoogere rechtsmacht van de Kolonie herin te richten; hij voegde er bij « dat hij voornemens was, die hervorming binnenkort tot stand te brengen (3) ».

6. De vraag of de kennisneming van de voorzieningen tegen de beslissingen der koloniale rechtbanken moet opgedragen worden aan het Verbrekingshof, wordt in tweeërlei vorm aan uwe Commissie gesteld :

Zal het Verbrekingshof die rechtsmacht noodzakelijkerwijs uitoefenen, krachtens een gebiedende bepaling der Grondwet, zooals het die uitoefent voor de Belgische Hoven en rechtbanken?

In dit geval zou de tekst van artikel 95 kunnen gewijzigd worden als volgt :

« Er is voor geheel België en voor de Kolonie één Verbrekingshof. »

Moet men integendeel er zich bij bepalen, dit opdragen toe te laten zonder het op volstrekte wijze op te leggen?

De Minister van Koloniën deelde aan uwe Commissie den navolgenden tekst mee :

« De wet kan de kennisneming van de zaken, door de Hoven en rechtbanken » van Belgisch Congo en van de Belgische koloniale bezittingen gewezen, aan » het Verbrekingshof opdragen. »

Tot staving van dit voorstel deed hij aanmerken dat men aan de gewone wetgevende macht het recht moest laten, eene rechtsmacht tot verbreking in Afrika zelf tot stand te brengen, indien zulks noodig mocht zijn wegens de uitbreiding van de Kolonie en van hare rechterlijke instellingen.

Op grond van deze overweging stelt uwe Commissie u voor, den gebiedenden tekst te verwerpen, waarbij het Belgisch Verbrekingshof op volstrekte wijze bevoegd verklaard wordt.

7. Anderzijds is uwe Commissie van meening, dat eene herziening van artikel 95 niet noodig is, opdat de wetgevende macht die bevoegdheid aan het Verbrekingshof toekenne, indien zij het gepast acht.

Het bezwaar van ongrondwettelijkheid werd nooit aangevoerd, wanneer het overdragen, aan het Verbrekingshof, van de bevoegdheid tot verbreking, thans

(1) Groep voor Koloniale Studiën van het Instituut-Solvay : *La réorganisation de la justice répressive au Congo*, 1911. *Pour la suppression du Conseil supérieur du Congo* (*Journ. des trib.*), 1913, kol. 473.

(2) Senaat, zittingsjaar 1912-1913, stuk n° 60.

(3) Senaat, zittingsjaar 1912-1913, *Handel.*, bl. 313.

toegekend aan den Hoogen Raad, werd behandeld; het komt voor noch in de debatten in de Kamer en in den Senaat, noch in de hierboven vermelde studiën.

Het Verbrekingshof is hoofdzakelijk ingesteld om de eenheid in de rechtspraak te handhaven, zooals die door het algemeen belang wordt gevorderd en zooals die is erkend in al de landen, waar de rechtsbedeeling op oordeelkundige wijze is geregeld. Een zoodanig Hof moet noodzakelijkerwijs eenig zijn; er zal één Verbrekingshof zijn, niet twee of meer; dat is het eenige doel van artikel 95⁽¹⁾.

Krachtens artikel 95, waarvan de beteekenis aldus nader bepaald is, kan de wet aan het Verbrekingshof de kennisneming opdragen van de voorzieningen tegen de beslissingen gegeven door de rechtbanken, die voor de Kolonie zijn ingesteld; dit Hof zou zelfs daarvan kennis hebben moeten nemen vanaf de overneming der Kolonie, indien de Grondwet zelf niet bepaalde bij artikel 1, lid 4, dat «de Koloniën, overzeesche bezittingen of protectoraten van België door bijzondere wetten worden beheerscht». Bij gebrek aan artikel 1, lid 4, verviel de bevoegdheid tot verbreking, aan den Hoogen Raad toegekend, om over te gaan tot het Verbrekingshof van het Moederland.

Uwe Commissie stelt u dienvolgens voor, artikel 95, lid 1, waarvan de herziening werd voorgesteld, niet te wijzigen.

De Verslaggever,
A. MECHELYNCK.

De Voorzitter,
E. BRUNET.

(1) Deze verklaring van artikel 95, lid 1, kan met die van lid 2 van hetzelfde artikel vergeleken worden. Volgens zijn tekst neemt het Verbrekingshof geen kennis van den grond der zaken, behalve het vonnissen van de Ministers. Ondanks deze beslissende bewoordingen doet het over den grond uitspraak krachtens verscheidene bepalingen.

Krachtens de wet van 4 Augustus 1832, artikel 18, bleef het bevoegd voor elk verhaal tegen den rechter, zooals dit vroeger was bepaald door de artikelen 503 en volgende van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering; door de wet van 20 Mei 1845 is het gelast uitspraak te doen in geval van pensionneering van magistraten; het neemt kennis van de wanbedrijven door sommige magistraten gepleegd, naar luid van de artikelen 481 en volgende van het Wetboek van Strafvordering, alsmede van de ter terechtzitting gepleegde wanbedrijven, naar luid van de artikelen 503 en 504 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.

De grondwettelijkheid dier bepalingen werd nooit betwist. (Zie BELTIENS, (*Encycl. La Constitution*, art. 95, n° 5.)